



GUIDE

AVANCEMENT DE GRADE ANNÉE 2025



AVANCEMENT DE GRADE

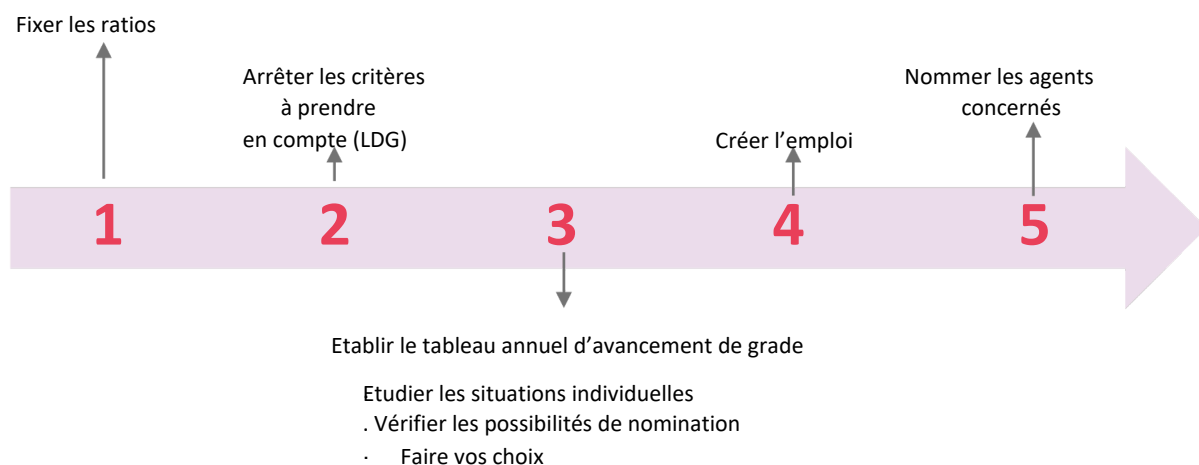
ANNEE 2025

L'avancement de grade est une procédure qui permet au fonctionnaire territorial d'évoluer dans sa carrière. Il assure une progression à l'intérieur du cadre d'emplois

Exemple : un adjoint technique principal de 2ème classe accède au grade d'adjoint technique principal de 1ère classe

L'article L522-24 du code général de la fonction publique dispose que l'avancement de grade s'effectue après établissement par l'autorité territoriale d'un tableau annuel, établi après réussite à un examen professionnel ou au choix par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, l'autorité territoriale doit tenir compte des lignes directrices de gestion. Le tableau annuel d'avancement précise la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ce tableau qui sont susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci.

Schéma de la procédure d'avancements de grade





Sommaire

LA PROCEDURE D'AVANCEMENT DE GRADE 4

FILIERE ADMINISTRATIVE 6

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux7

Cadre d'emplois des attaches territoriaux.....9

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux11

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux13

FILIERE TECHNIQUE 14

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ...15

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux17

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux19

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux21

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux22

FILIERE POLICE 23

Cadre d'emplois des directeurs de police municipale .24

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale25

Cadre d'emplois des agents de police municipale27

Cadre d'emplois des gardes champêtres28

Filière police – promotions posthumes et exceptionnelles29

FILIERE CULTURELLE 30

Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine31

Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux des bibliothèques32

Cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique33

Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique (musique, danse, art dramatique, arts plastiques)34

Cadre d'emplois des attaches de conservation du patrimoine35

Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux.....36

Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique 37

Cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques 39

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine 41

FILIERE SOCIALE 42

Cadre d'emplois des médecins territoriaux 43

Cadre d'emplois des psychologues territoriaux 44

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de sante paramédicaux 45

Cadre d'emplois des puéricultrices cadres territoriaux de sante (mis en voie d'extinction) 46

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales..... 47

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales (ancien cadre d'emplois mis en voie d'extinction) 48

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux 49

Cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux 50

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs 51

Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs 52

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants 53

Cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux 54

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux (mis en voie d'extinction) 55

Cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux territoriaux 56

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux 57

Cadre d'emplois des auxiliaires de soins territoriaux .. 58

Cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux 59

Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles 60

FILIERE SPORTIVE 61

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives 62

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives 63

Cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives 65

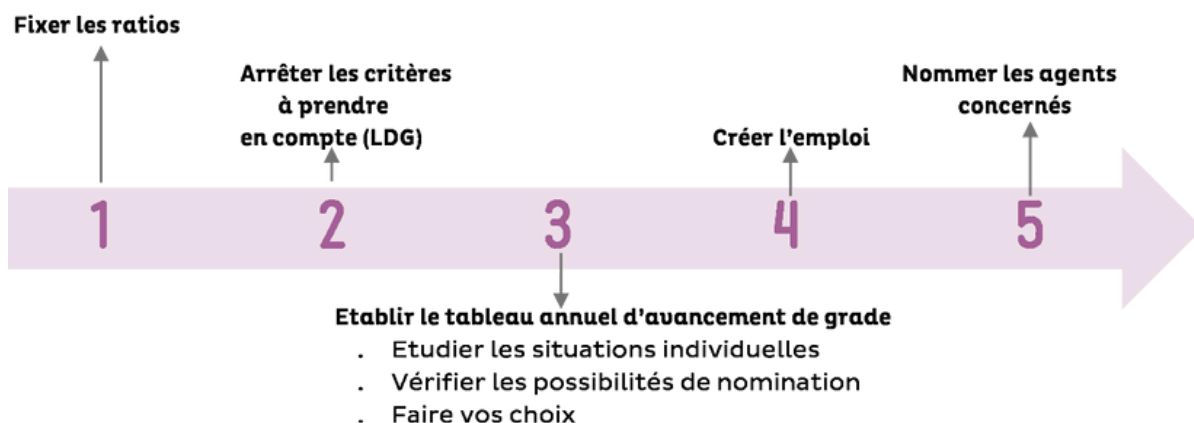
FILIERE ANIMATION 66

Cadre d'emplois des animateurs territoriaux 67

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation..69

LA PROCEDURE D'AVANCEMENT DE GRADE

Schéma de la procédure d'avancements de grade



1. FIXER LES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE

L'assemblée délibérante doit fixer par délibération, après avis du Comité Social Territorial (CST), les ratios applicables à tous les grades, excepté pour les agents de police municipale.

2. ARRETE LES CRITERES A PRENDRE EN COMPTE (LIGNES DIRECTRICES DE GESTION)

L'autorité territoriale doit établir, après avis du Comité Social Territorial (CST), les orientations et les critères généraux à prendre en compte pour les avancements (lignes directrices de gestion).

3. ETABLIR LE TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT DE GRADE

3.1 Etudier les situations individuelles :

L'ensemble des conditions d'avancement de grade sont récapitulées dans le présent guide.

En matière d'avancement de grade, l'application AGIRHE vous permet de connaître les possibilités d'avancement de grade pour chacun des agents de votre collectivité.

Néanmoins, ces informations ne sont qu'indicatives et il est nécessaire de vérifier pour chaque agent qu'il remplit bien les conditions statutaires (le pôle conseils et appuis aux employeurs peut procéder à ce contrôle (03 81 99 36 37)).



3.2 Vérifier les possibilités de nomination :

Le nombre maximal d'agents pouvant être proposés à l'avancement de grade est calculé en prenant en compte :

- le ratio d'avancement de grade à l'effectif des agents qui remplissent les conditions d'avancement à ce grade,
- les seuils de nomination applicables pour certains cadres d'emplois de la catégorie B les seuils démographiques ou le type d'établissement* ou la taille du service pour l'avancement à certains grades (administrateurs, directeur territorial, attache hors classe, attache principal, ingénieur en chef, ingénieur hors classe, ingénieur principal, conseiller principal des APS, directeur d'établissement artistique de 1ere catégorie, conservateur des bibliothèques en chef).

*Les règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales pour la création de certains grades de fonctionnaires territoriaux sont fixées par le décret n° 2000-954 du 22 septembre 2000. L'ensemble des conditions

3.3 Faire vos choix :

Sur la base des orientations et des critères généraux à prendre en compte pour les avancements (lignes directrices de gestion) l'autorité territoriale détermine la liste des agents promus :

- soit au choix, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle
- soit après une sélection par voie d'examen professionnel.

L'autorité territoriale doit arrêter les tableaux annuels définitifs d'avancement de grade.

Il ne peut être dressé qu'un seul tableau par grade et par année civile.

Les fonctionnaires inscrits au tableau définitif ne peuvent être nommés qu'au cours de cette période de validité.

L'ordre du tableau détermine l'ordre des nominations.

Le tableau annuel d'avancement précise la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ce tableau qui sont susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci.

4. CREER L'EMPLOI

L'assemblée délibérante doit créer l'ensemble des emplois correspondant aux grades et le cas échéant supprimer les emplois correspondant à l'ancien grade.

La suppression de l'ancien emploi est soumise à l'avis préalable et obligatoire du Comité Social Territorial (CST).

Les emplois susceptibles d'être pourvus exclusivement par voie d'avancement de grade n'ont plus à être déclarés créés ou vacants auprès du Centre de gestion.

5. NOMMER LES AGENTS CONCERNES

L'autorité territoriale peut alors procéder à la nomination des agents concernés, dans l'ordre du tableau.

Les arrêtés individuels seront établis par le centre de gestion à la demande de chaque collectivité concernée.

Les agents doivent accepter les emplois qui leur sont assignés dans leur nouveau grade. Par ailleurs, le changement de grade peut entraîner la perte de la catégorie active pour la retraite ; il convient d'en avertir le fonctionnaire.

Cas particulier des agents intercommunaux :

Les fonctionnaires intercommunaux (même emploi à temps non complet dans plusieurs collectivités) bénéficient d'un avancement de grade décidé, après avis ou sur proposition des autres collectivités, par la collectivité à laquelle le fonctionnaire consacre la plus grande partie de son activité. En cas de durée égale de son travail, la décision est prise par la collectivité qui l'a recruté en premier.

En cas de désaccord entre les collectivités, la décision d'avancement de grade n'est prise que si la proposition de décision a recueilli l'accord d'au moins de 2/3 des autorités territoriales concernées représentant plus de la moitié de la durée hebdomadaire de service effectuée par l'agent, ou d'au moins la moitié des autorités concernées représentant plus de 2/3 de cette durée.

FILIERE ADMINISTRATIVE



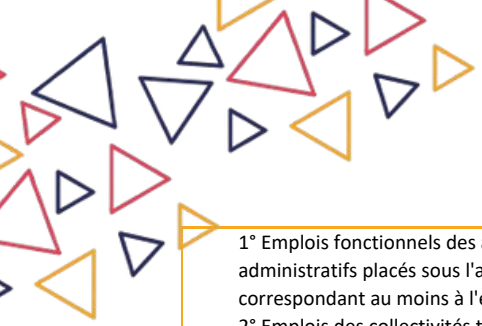
CATEGORIE A

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux
Décret n°87-1097 du 30.12.1987

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . administrateur
- . administrateur hors classe
- . administrateur général

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>Les administrateurs qui satisfont aux 2 conditions suivantes :</p> <p>1°) Avoir atteint au moins le 6ème échelon et justifier d'au moins 4 ans de services effectifs accomplis dans le grade d'administrateur (1).</p> <p>2°) Avoir occupé pendant au moins 2 ans, au titre d'une période de mobilité, en position d'activité ou de détachement, dans les services de l'Etat ou de ses établissements ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, ou dans une collectivité ou un établissement autre que celle ou celui qui a procédé à leur recrutement dans le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou dans les cas prévus à l'article 2 du décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, à l'exception des détachements prévus aux 10°, 11°, 12°, 15°, 16°, 20° et 21° de ce même article:</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit un emploi correspondant au grade d'administrateur - soit un emploi créé en application de l'article 6-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ; - soit l'un des emplois fonctionnels mentionnés à l'article 6 du décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés. <p>Les administrateurs ayant bénéficié, à temps complet, pendant au moins deux ans, d'une décharge d'activité de service en application de l'article 20 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ou d'une mise à disposition auprès d'une organisation syndicale en application de l'article 21 du même décret sont réputés satisfaire à la condition mentionnée au présent 2°.</p> <p>Ne peuvent être pris en compte les services accomplis dans un établissement relevant de la collectivité ou de l'établissement qui a procédé au recrutement ainsi que les services accomplis dans la collectivité de rattachement ou l'un de ses établissements lorsque le recrutement a été effectué par l'un des établissements de cette collectivité.</p> <p>(1) Sont assimilés à des services effectifs d'administrateur territorial les services mentionnés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les services accomplis par les administrateurs territoriaux détachés dans un emploi mentionné à l'article 6 du décret n° 87-1101 du 30.12.1987 précité : - Directeur Général des Services d'une commune de plus de 40 000 habitants - Directeur Général des Services Adjoint d'une commune de plus de 150 000 habitants - Directeur Général ou Directeur Général Adjoint des Services des Départements - Directeur Général ou Directeur Général Adjoint des Services des Régions - les services accomplis dans un emploi créé en application de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - les services accomplis dans leur grade d'origine par les fonctionnaires détachés dans le présent cadre d'emplois 	Administrateur hors classe	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST</p> <p>ET</p> <p>Seuil démographique (commune > 40 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>
<p>l) Les administrateurs hors classe ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et qui ont accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, 6 ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :</p>	Administrateur général	Quotas (*)



<p>1° Emplois fonctionnels des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs et des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'Etat et du secrétaire général de la Cour des comptes, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B ;</p> <p>2° Emplois des collectivités territoriales créés en application de l'article 6-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B ;</p> <p>Les services accomplis dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle doté d'un indice au moins égal à l'échelle lettre B sont pris en compte pour le calcul des 6 années mentionnées au I)</p> <p>Les services accomplis auprès des organisations internationales intergouvernementales ou des administrations des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent sont également pris en compte pour le calcul des six années requises, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique</p> <p>II) Les administrateurs territoriaux hors classe ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et qui ont accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, 8 ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :</p> <p>1° Directeur général des services des communes de 40 à 80 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité ;</p> <p>2° Directeur général adjoint des services des régions de moins de 2 000 000 d'habitants, des départements de moins de 900 000 habitants, des communes de 150 000 à 400 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité ;</p> <p>3° Emplois créés en application de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre A.</p> <p>Les services accomplis dans les emplois mentionnés au I) sont pris en compte pour le calcul des 8 années requises.</p> <p>III) Les administrateurs hors classe ayant atteint le dernier échelon de leur grade lorsqu'ils ont fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle. Une nomination au titre du présent III) ne peut être prononcée qu'après 4 nominations intervenues au titre du I) ou du II).</p> <p><i>(*) le nombre d'administrateurs territoriaux hors classe pouvant être promu au grade d'administrateur général ne peut excéder 20 % de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement dans ce cadre d'emplois au sein de la collectivité, considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.</i></p> <p><i>Toutefois, lorsque aucune promotion n'est intervenue au sein de la collectivité au titre de trois années consécutives, une promotion peut être prononcée au titre de l'année suivante dans les conditions prévues aux I, II et III.</i></p>		<p>20% de l'effectif du cadre d'emplois</p> <p>ET</p> <p>Seuil démographique (commune > 40 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>
--	--	---



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des attaches territoriaux
Décret n°87-1099 du 30.12.1987

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- attaché
- attaché principal
- attaché hors classe (le grade de directeur territorial est placé en voie d'extinction)

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Les attachés ayant satisfait à l'examen professionnel et qui justifient au 1er janvier de l'année du tableau de 3 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 5ème échelon du grade d'attaché.</p> <p>2°) Au choix, les attachés qui justifient, au plus tard au 31/12 de l'année du tableau d'au moins 7 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et qui ont atteint le 8ème échelon du grade d'attaché.</p>	Attaché principal	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST ET Seuil démographique (commune > 2 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>
<p>1) Les attachés principaux ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade ainsi que les directeurs territoriaux ayant atteint au moins le 3ème échelon de leur grade. Les intéressés doivent justifier :</p> <p>1°) Soit de 6 années de détachement dans un ou plusieurs emplois culminant au moins à l'indice brut 985 conduisant à pension de la Caisse nationale des agents des collectivités locales ou du code des pensions civiles et militaires de retraite, à la date d'établissement du tableau d'avancement ;</p> <p>2°) Soit de 8 années de détachement sur un ou plusieurs emplois culminant au moins à l'indice brut 966, conduisant à pension de la Caisse nationale des agents des collectivités locales ou du code des pensions civiles et militaires de retraite à la date d'établissement du tableau d'avancement ;</p> <p>3°) Soit de 8 années d'exercice, dans un cadre d'emplois de catégorie A de fonctions de direction, d'encadrement, de conduite de projet, ou d'expertise, correspondant à un niveau élevé de responsabilité :</p> <p>a) Du niveau hiérarchique immédiatement inférieur à celui du directeur général des services dans les communes de 10 000 à moins de 40 000 habitants ainsi que les établissements publics locaux assimilés à une commune de 10 000 à moins de 40 000 habitants dans les conditions fixées par le décret n° 2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales pour la création de certains grades de fonctionnaires territoriaux ;</p> <p>b) Du niveau hiérarchique immédiatement inférieur à celui des emplois fonctionnels de direction dans les communes de 40 000 à moins de 150 000 habitants ainsi que les établissements publics locaux assimilés à une commune de 40 000 à moins de 150 000 habitants dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité, dans les départements de moins de 900 000 habitants et dans les services d'incendie et de secours de ces départements et dans les régions de moins de 2 000 000 d'habitants ;</p> <p>c) Du niveau hiérarchique au plus inférieur de deux niveaux à celui des emplois fonctionnels de direction dans les communes de 150 000 habitants et plus, les départements de 900 000 habitants et plus, les services d'incendie et de secours de ces départements, les régions de 2 000 000 d'habitants et plus ainsi que les établissements publics locaux assimilés à ces communes, départements et régions dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité.</p>	Attaché hors classe	<p style="text-align: center;">Quotas (*) 10 % de l'effectif du cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions. ET Seuil démographique (commune > 10 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>



Les années de détachement dans un emploi culminant au moins à l'indice brut 966 sont prises en compte pour l'application de la règle de 8 années mentionnée au premier alinéa du 3°)

Les fonctions mentionnées au 2° de l'article 24 du décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ainsi que les fonctions de même niveau exercées dans un établissement mentionné à l'article L. 5 du code général de la fonction publique sont également prises en compte pour l'application de cette même règle de huit années.

Les services pris en compte au titre des conditions prévues au 1°), 2°) et 3°) doivent avoir été effectués en qualité de titulaire d'un grade d'avancement du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou d'un corps ou cadre d'emplois comparable.

II) Les attachés principaux et les directeurs territoriaux ayant fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle.

Les attachés principaux doivent justifier de trois ans d'ancienneté au 9e échelon de leur grade et les directeurs territoriaux doivent avoir atteint le 7ème échelon de leur grade.

Une nomination au grade d'attaché hors classe à ce titre ne peut être prononcée qu'après quatre nominations intervenues au titre du I).

(*) Lorsque le nombre calculé en application du pourcentage est inférieur à un, celui-ci est arrondi à un.

Dans le cas d'une mutation externe à la collectivité ou à l'établissement, l'application du plafond de 10% n'est pas opposable à la nomination d'un attaché hors classe. Cette nomination est toutefois prise en compte dans le calcul de ce même plafond pour la détermination des avancements suivants.



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
Décret n°2012-924 du 30.07.2012

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- rédacteur
- rédacteur principal de 2^{ème} classe
- rédacteur principal de 1^{ère} classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les rédacteurs ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les rédacteurs justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Rédacteur principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les rédacteurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les rédacteurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Rédacteur principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*



DISPOSITIF TRANISTOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos rédacteurs avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les rédacteurs ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les rédacteurs justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau	Rédacteur principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les rédacteurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les rédacteurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.	Rédacteur principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement.



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux
Décret n°2006-1690 du 22.12.2006

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . . . adjoint administratif territorial
- . . . adjoint administratif territorial principal de 2ème classe
- . . . adjoint administratif territorial principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C1, C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Après examen professionnel, les adjoints administratifs ayant atteint le 4ème échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p> <p>2°) Au choix, les adjoints administratifs ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 6ème échelon et comptant au moins 8 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	<p>Adjoint administratif principal de 2ème classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST</p>
<p>Au choix</p> <p>Les adjoints administratifs principaux de 2ème classe atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	<p>Adjoint administratif principal de 1ère classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST</p>

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

Précisions complémentaires : examen professionnel obtenu avant le 01/01/2017

Les lauréats de l'examen professionnel d'adjoint administratif de 1ère classe peuvent être nommés au grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe.

FILIERE TECHNIQUE



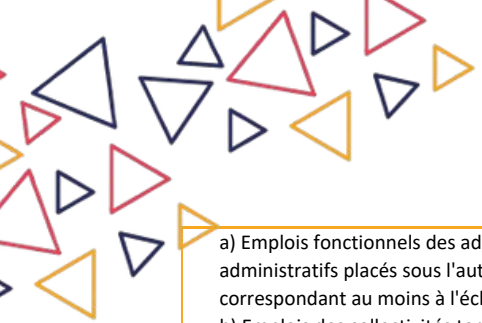
CATEGORIE A

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux
Décret n°2016-200 du 26.02.2016

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . ingénieur en chef
- . ingénieur en chef hors classe
- . ingénieur général

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>Les ingénieurs en chef qui justifient, au plus tard au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement :</p> <p>a) De 6 ans de services effectifs accomplis dans le grade, en position d'activité, ou de détachement dans un autre corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A et d'au moins un an d'ancienneté dans le 5ème échelon de leur grade ;</p> <p>ET</p> <p>b) D'avoir occupé pendant au moins 2 ans, au titre d'une période de mobilité, en position d'activité ou de détachement dans les services de l'Etat ou de ses établissements ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, ou dans une collectivité ou un établissement autre que celle ou celui qui a procédé à leur recrutement dans le cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ou dans les cas prévus à l'article 2 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, à l'exception des détachements prévus aux 10°, 11°, 12°, 15°, 16°, 20° et 21° de ce même article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit un emploi correspondant au grade d'ingénieur en chef ; - soit l'un des emplois fonctionnels mentionnés à l'article 3 du décret n° 2016-200 ; - soit un emploi créé en application de l'article 6-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée. <p>Les ingénieurs en chef territoriaux ayant bénéficié, à temps complet, pendant au moins deux ans, d'une décharge d'activité de service en application de l'article 20 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ou d'une mise à disposition auprès d'une organisation syndicale en application de l'article 21 du même décret sont réputés satisfaire à la condition mentionnée au b).</p> <p>Ne peuvent être pris en compte les services accomplis dans un établissement relevant de la collectivité ou de l'établissement qui a procédé au recrutement ainsi que les services accomplis dans la collectivité de rattachement ou l'un de ses établissements lorsque le recrutement a été effectué par l'un des établissements de cette collectivité.</p>	<p>Ingénieur en chef hors classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST</p> <p>ET</p> <p>Seuil démographique (commune > 40 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>
QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>I) Les ingénieurs en chef hors classe ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et qui ont accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, 6 ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :</p>	<p>Ingénieur général</p>	<p>Quotas (*) 20% de l'effectif du cadre d'emplois</p>



<p>a) Emplois fonctionnels des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs et des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'Etat et du secrétaire général de la Cour des comptes, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B.</p> <p>b) Emplois des collectivités territoriales créés en application de l'article 6-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B.</p> <p>Les services accomplis dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle dotée d'un indice au moins égal à l'échelle lettre B sont pris en compte pour le calcul des 6 années mentionnées au I.</p> <p>Les services accomplis auprès des organisations internationales intergouvernementales ou des administrations des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent sont également pris en compte pour le calcul des 6 années requises, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique.</p> <p>II) Les ingénieurs en chef hors classe ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et qui ont accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, 8 ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Directeur général des services des communes de 40 000 à 80 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés ;b) Directeur général adjoint des services des régions de moins de 2 000 000 d'habitants, des départements de moins de 900 000 habitants, des communes de 150 000 à 400 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés ;c) Directeur général des services techniques des communes de 80 000 à 150 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés ;d) Emplois créés en application de l'article 6-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre A. <p>Les services accomplis dans les emplois mentionnés au I) sont pris en compte pour le calcul des 8 années requises.</p> <p>III) Les ingénieurs en chef hors classe ayant atteint le dernier échelon de leur grade lorsqu'ils ont fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle. Une nomination au titre du présent III) ne peut être prononcée qu'après quatre nominations intervenues au titre du I) ou du II).</p> <p>(*) Le nombre d'ingénieurs en chef hors classe pouvant être promu au grade d'ingénieur général ne peut excéder 20 % de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement dans ce cadre d'emplois au sein de la collectivité, considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.</p> <p>Toutefois, lorsque aucune promotion n'est intervenue au sein de la collectivité au titre de trois années consécutives, une promotion peut être prononcée au titre de l'année suivante dans les conditions prévues aux I), II) et III).</p>		<p>ET</p> <p>Seuil démographique (commune > 40 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>
---	--	---



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux
Décret n°2016-201 du 26.02.2021

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- ingénieur
- ingénieur principal
- ingénieur hors classe

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les ingénieurs ayant atteint depuis au moins 2 ans le 4ème échelon de leur grade et qui justifient, au plus tard au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, de 6 ans de services publics dans un corps ou cadre d'emplois de catégorie A.	Ingénieur principal	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST ET Seuil démographique (commune > 2 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>
<p>I. Les ingénieurs principaux ayant au moins un an d'ancienneté dans le 5ème échelon de leur grade, et qui justifient :</p> <p>1) Soit de 6 années de détachement dans un ou plusieurs emplois culminant au moins à l'indice brut 985 conduisant à pension de la Caisse nationale des agents des collectivités locales ou du code des pensions civiles et militaires de retraite, à la date d'établissement du tableau d'avancement ;</p> <p>2) Soit de 8 années de détachement sur un ou plusieurs emplois culminant au moins à l'indice brut 966 conduisant à pension de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ou du code des pensions civiles et militaires de retraite, à la date d'établissement du tableau d'avancement.</p> <p>3) Soit de 8 années d'exercice, dans un cadre d'emplois technique de catégorie A, de fonctions de direction, d'encadrement, de conduite de projet ou d'expertise correspondant à un niveau élevé de responsabilité :</p> <p>a) Du niveau hiérarchique immédiatement inférieur au directeur général des services dans les communes de 10 000 à moins de 40 000 habitants et dans les établissements publics locaux assimilés à ces communes, dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité. b) Du niveau hiérarchique immédiatement inférieur aux emplois fonctionnels de direction dans les communes de 40 000 à moins de 150 000 habitants ainsi que les établissements publics locaux assimilés à ces communes, dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité, dans les départements de moins de 900 000 habitants et les services d'incendie et de secours de ces départements ainsi que dans les régions de moins de 2 000 000 d'habitants ; c) Du niveau hiérarchique au plus inférieur de deux niveaux à celui des emplois fonctionnels dans les communes de 150 000 habitants et plus, les départements de 900 000 habitants et plus et les services d'incendie et de secours de ces départements, les établissements publics locaux assimilés à ces communes et départements, dans les conditions fixées par le décret du 22 septembre 2000 précité, ainsi que dans les régions de 2 000 000 d'habitants et plus.</p>	Ingénieur hors classe	<p style="text-align: center;">Quotas (*) 10 % de l'effectif du cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.</p> <p style="text-align: center;">ET</p> <p style="text-align: center;">Seuil démographique (commune > 10 000 habitants ou établissements publics assimilés)</p>



Les années de détachement dans un emploi culminant au moins à l'indice brut 966 sont prises en compte pour le décompte mentionné au 3) ci-dessus. Les fonctions mentionnées au 2° de l'article 27-1 du décret n°2005-631 du 30 mai 2005 portant statut particulier du corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat ainsi que les fonctions de même niveau exercées dans un établissement mentionné à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière sont également prises en compte pour le même décompte.

Les services pris en compte au titre des conditions prévues aux 1), 2) et 3) doivent avoir été accomplis en qualité de titulaire d'un grade d'avancement du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ou d'un corps ou cadre d'emplois comparable.

II. Les ingénieurs principaux ayant fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle.

Les intéressés doivent avoir atteint le 9ème échelon de leur grade.

Une nomination au grade d'ingénieur hors classe au titre du présent II ne peut intervenir qu'après quatre nominations intervenues au titre du I.

(*) Toutefois, lorsqu'aucune promotion n'est intervenue au titre des 1) et 2) du I au sein de la collectivité au titre de trois années consécutives, une promotion peut être prononcée au titre de l'année suivante.



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux
Décret n°2010-1357 du 09.11.2010

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- technicien
- technicien principal de 2^{ème} classe
- technicien principal de 1^{ère} classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les techniciens ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les techniciens justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Technicien principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les techniciens principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les techniciens principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Technicien principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*



DISPOSITIF TRANISTOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).*

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos techniciens avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les techniciens ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les techniciens justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	<p>Technicien principal de 2^{ème} classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les techniciens principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les techniciens principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	<p>Technicien principal de 1ère classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
Décret n°88-547 du 06.05.1988

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- agent de maîtrise
- agent de maîtrise principal

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les agents de maîtrise qui justifient d'un an d'ancienneté dans le 4ème échelon et de 4 ans de services effectifs en qualité d'agent de maîtrise.	Agent de maîtrise principal	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
Décret n°2006-1691 du 22.12.2006

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- adjoint technique territorial
- adjoint technique territorial principal de 2ème classe
- adjoint technique territorial principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C1, C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Après examen professionnel, les adjoints techniques ayant atteint le 4ème échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p> <p>2°) Au choix, les adjoints techniques ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 6ème échelon et comptant au moins 8 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Adjoint technique principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST
<p>Au choix Les adjoints techniques principaux de 2ème classe ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Adjoint technique principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

Précisions complémentaires : examen professionnel obtenu avant le 01/01/2017

Les lauréats de l'examen professionnel d'adjoint technique de 1ère classe peuvent être nommés au grade d'adjoint technique principal de 2ème classe.

FILIERE POLICE



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des directeurs de police municipale
Décret n°2006-1392 du 17.11.2006

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- directeur de police municipale
- directeur principal de police municipale

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les directeurs qui justifient, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, d'au moins sept ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ayant atteint le 7ème échelon du grade de directeur.	Directeur principal de police municipale	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST ET Seuil démographique Communes ou établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comportant une police municipale dont l'effectif est d'au moins 20 agents affectés au service de police municipale de manière permanente et concourant aux missions de police



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
Décret n°2011-444 du 21.04.2011

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . Chef de service de police municipale
- . Chef de service de police municipale principal de 2eme classe
- . Chef de service de police municipale principal de 1ere classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les chefs de service ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les chefs de service justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les chefs de service principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les chefs de service principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*



DISPOSITIF TRANSITOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).*

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos chefs de service de police municipale avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les chefs de service ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les chefs de service justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	<p>Chef de service de police municipale principal de 2^{ème} classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les chefs de service principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les chefs de service principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	<p>Chef de service de police municipale principal de 1ère classe</p>	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement

L'inscription au tableau d'avancement ne peut intervenir qu'au vu d'une attestation établie par le CNFPT certifiant que l'intéressé a suivi la formation continue obligatoire prévue à l'article L 412-54 du Code des Communes (10 jours minimum par période de 3 ans).

Précisions complémentaires :

Les fonctionnaires qui, dans leur cadre d'emplois d'origine, ont satisfait à un examen professionnel pour l'avancement au grade de chef de service de police municipale de classe exceptionnelle ouvert, au plus tard, au titre de l'année 2011, et dont la nomination n'a pas été prononcée à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ont la possibilité d'être nommés au grade de chef de service de police municipale principal de 1re classe du présent cadre d'emplois.



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des agents de police municipale
Décret n°2006-1391 du 17.11.2006

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- gardien-brigadier
- brigadier-chef principal

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les gardiens-brigadiers de police municipale ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins quatre ans de services effectifs dans le grade de gardien-brigadier de police municipale, ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.	Brigadier-chef principal	Sans ratio

L'inscription au tableau d'avancement pour le grade de brigadier-chef principal ne peut intervenir qu'au vu d'une attestation établie par le Centre national de la fonction publique territoriale et certifiant que l'intéressé a suivi la formation prévue par l'article L. 511-6 du code de la sécurité intérieure.



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des gardes champêtres
Décret n°97-731 du 24.08.1994

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- · garde champêtre chef
- · garde champêtre chef principal

Ces grades sont régis par les dispositions du décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les gardes champêtres chefs ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 4 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.	Garde champêtre chef principal	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)



FILIERE POLICE – PROMOTIONS POSTHUMES ET EXCEPTIONNELLES

PROMOTION A TITRE POSTHUME L'article L828-3 du code général de la fonction publique dispose que le fonctionnaire territorial relevant de l'un des cadres d'emplois de la police municipale ayant accompli

un acte de bravoure dûment constaté dans l'exercice de ses fonctions, tué au cours d'une opération de police ou décédé en service et cité à l'ordre de la Nation, fait l'objet à titre posthume d'une promotion au cadre d'emplois hiérarchiquement supérieur ou, à défaut, au grade ou à un échelon supérieur à celui qu'il avait atteint. Ils sont promus par

l'autorité territoriale dans les conditions prévues le statut particulier de leurs cadres d'emplois. **PROMOTIONS EXCEPTIONNELLES** L'article L522-3 du code général de la fonction

publique prévoit que le fonctionnaire territorial relevant de l'un des cadres d'emplois de la police municipale ayant accompli

un acte de bravoure dûment constaté dans l'exercice de ses fonctions peut être promu à l'un des échelons supérieurs de son grade ou au grade immédiatement supérieur.

Il peut en outre être nommé dans un cadre d'emplois supérieur s'il a été grièvement blessé dans ces mêmes circonstances.

Les promotions prononcées en application de ces dispositions peuvent l'être nonobstant les conditions d'accès aux grades et échelons prévues par les statuts particuliers.

L'accès à un nouveau cadre d'emplois ou à un nouveau grade peut être subordonné à l'accomplissement d'une obligation de formation, dans des conditions définies par les statuts particuliers.

L'autorité territoriale doit recueillir préalablement l'avis du préfet. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de deux mois à compter de la demande, cet avis est réputé favorable.

Cette promotion conduit à attribuer une rémunération à un indice supérieur à celui que le fonctionnaire détenait antérieurement.

FILIERE CULTURELLE



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine
Décret n°91-839 du 02.09.1991

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- conservateur du patrimoine
- conservateur du patrimoine en chef

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les conservateurs du patrimoine ayant atteint le 5ème échelon de leur grade et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans le cadre d'emplois.	Conservateur du patrimoine en chef	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux des bibliothèques
Décret n°91-841 du 02.09.1991

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- conservateur de bibliothèques
- conservateur de bibliothèques en chef

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les conservateurs de bibliothèques ayant atteint le 5ème échelon de leur grade et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans le cadre d'emplois.	Conservateur de bibliothèques en chef	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de création Bibliothèques implantées dans une commune de plus de 40 000 hab. ou un établissement public assimilé ou bibliothèque inscrite, en raison de la richesse de son fonds patrimonial, sur une liste établie par le Préfet de Région.



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique
Décret n°91-855 du 02.09.1991

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique de 2ème catégorie
- directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique de 1ère catégorie

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les directeurs d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie qui justifient au plus tard au 31 décembre de l'année du tableau d'au moins un an d'ancienneté dans le 6ème échelon.	Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique de 1ère catégorie	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Type d'Etablissement Conservatoire à rayonnement régional ou un établissement d'enseignement des arts plastiques mentionnés sur une liste établie par arrêté ministériel, habilités à délivrer un diplôme d'État ou un diplôme agréé par l'État et sanctionnant un cursus d'au moins 3 années.



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique
(musique, danse, art dramatique, arts plastiques) Décret n°91-857 du
02.09.1991

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- professeur d'enseignement artistique de classe normale
- professeur d'enseignement artistique hors classe

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les professeurs d'enseignement artistique de classe normale ayant atteint le 6ème échelon de leur grade.	Professeur d'enseignement artistique hors classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des attaches de conservation du patrimoine
Décret n°91-843 du 02.09.1991

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- . attaché de conservation du patrimoine
- . attaché principal de conservation du patrimoine

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1° Après un examen professionnel organisé par les centres de gestion, les attachés de conservation du patrimoine qui justifient, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, d'une durée de 3 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 5ème échelon du grade d'attaché de conservation du patrimoine.</p> <p>2° Au choix, les attachés de conservation du patrimoine qui justifient, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, d'au moins 7 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 8ème échelon du grade d'attaché de conservation du patrimoine.</p>	Attaché principal de conservation du patrimoine	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux
Décret n°91-845 du 02.09.1991

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- bibliothécaire
- bibliothécaire principal

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1° Après un examen professionnel organisé par les centres de gestion, les bibliothécaires qui justifient, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, d'une durée de 3 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 5ème échelon du grade de bibliothécaire.</p> <p>2° Au choix, les bibliothécaires qui justifient, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, d'au moins 7 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 8ème échelon du grade de bibliothécaire.</p>	Bibliothécaire principal	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique
Décret n°2012-437 du 29.03.2012

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- assistant d'enseignement artistique
- assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe
- assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les assistants d'enseignement artistique ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les assistants d'enseignement artistique justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les assistants d'enseignement artistique principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les assistants d'enseignement artistique principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*



DISPOSITIF TRANSITOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).*

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos assistants d'enseignement artistique avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les assistants d'enseignement artistique ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les assistants d'enseignement artistique justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les assistants d'enseignement artistique principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les assistants d'enseignement artistique principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques
Décret n°2011-1642 du 23.11.2011

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- · assistant de conservation
- assistant de conservation principal de 2ème classe
- assistant de conservation principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les assistants de conservation ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les assistants de conservation justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Assistant de conservation du patrimoine principal de 2ème classe	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les assistants de conservation principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les assistants de conservation principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Assistant de conservation du patrimoine principal de 1ère classe	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>



DISPOSITIF TRANISTOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).*

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos assistants de conservation du patrimoine avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les assistants de conservation ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les assistants de conservation justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Assistant de conservation du patrimoine principal de 2ème classe	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les assistants de conservation principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les assistants de conservation principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Assistant de conservation du patrimoine principal de 1ère classe	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil de nomination*</p>

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine
Décret n°2006-1692 du 22.12.2006

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . . . adjoint territorial du patrimoine
- . . . adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe
- . . . adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C1, C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Après examen professionnel, les adjoints du patrimoine ayant atteint le 4ème échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p> <p>2°) Au choix, les adjoints du patrimoine ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 6ème échelon et comptant au moins 8 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial
<p>Au choix</p> <p>Les adjoints du patrimoine principaux de 2ème classe ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

Précisions complémentaires : examen professionnel obtenu avant le 01/01/2017

Les lauréats de l'examen professionnel d'adjoint du patrimoine de 1ère classe peuvent être nommés au grade d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe.

FILIERE SOCIALE



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des médecins territoriaux
Décret n°92-851 du 28.08.1992

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- médecin de 2ème classe
- médecin de 1ère classe
- médecin hors classe

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les médecins de 2ème classe ayant atteint au moins le 6ème échelon de leur grade et justifiant de 5 années de services effectifs dans ce grade.	Médecin de 1 ^{ère} classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial
Les médecins de 1ère classe ayant atteint le 3ème échelon de leur grade depuis au moins 1 an et justifiant de 12 années de services effectifs en qualité de médecin dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de fonctionnaire de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent.	Médecin hors classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des psychologues territoriaux
Décret n°92-853 du 28.08.1992

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- psychologue de classe normale
- psychologue hors classe

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les psychologues de classe normale justifiant de 2 ans d'ancienneté dans le 6ème échelon de leur grade.	Psychologue hors classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de sante paramédicaux
Décret n°2016-336 du 21.03.2016

Le cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé paramédicaux constitue un nouveau cadre d'emplois médico-social de catégorie A. Il intègre les puéricultrices, les cadres territoriaux de santé et les cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux, lesquels sont mis en voie d'extinction.

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . cadre de santé
- . cadre supérieur de santé

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les cadres de santé comptant, au plus tard au 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, au moins 3 ans de services effectifs dans un corps ou cadre d'emplois de cadres de santé et qui ont satisfait à un examen professionnel (*).	Cadre supérieur de santé	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

(*) Dispositions transitoires en matière d'avancement de grade applicables aux puéricultrices cadres de santé :

Les agents titulaires du grade de puéricultrice cadre supérieur de santé régi par le décret du 28 août 1992 et qui, n'étant pas éligibles au droit d'option, ont été reclassés dans le grade de cadre de santé de 1ère classe, sont réputés avoir satisfait à la condition de réussite à l'examen professionnel pour l'avancement au grade de cadre supérieur de santé du nouveau cadre d'emplois, auquel ils peuvent donc être promus s'ils remplissent les conditions de durée d'ancienneté. Ces agents peuvent continuer à exercer les missions de leur grade d'origine (art. 31, 1er al., décret n°2016-336).

Les puéricultrices hors classe et les puéricultrices cadres de santé qui ont satisfait à l'examen professionnel pour l'accès au grade de puéricultrice cadre supérieur de santé régi par le décret du 28 août 1992, ouvert au plus tard au titre de l'année 2016, et dont la nomination n'a pas été prononcée au 1er avril 2016, sont réputées avoir satisfait à la condition de réussite à l'examen professionnel pour l'avancement au grade de cadre supérieur de santé du nouveau cadre d'emplois, lorsqu'elles sont titulaires du grade de cadre de santé de 1ère classe (art. 31, 2e al., décret n°2016-336).



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des puéricultrices cadres territoriaux de sante (mis en voie d'extinction)
Décret n°92-857du 28.08.1992

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- . puéricultrice cadre de santé
- . puéricultrice cadre supérieur de santé

Le 1er avril 2016 est entré en vigueur le nouveau cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé paramédicaux, régi par le décret n°2016-336 du 21 mars 2016.

Ce décret prévoit l'**intégration automatique des puéricultrices cadre de santé appartenant à la catégorie sédentaire**. Les puéricultrices cadres de santé justifiant de la durée de services requise dans un emploi classé dans la catégorie active bénéficient d'un droit d'option : soit d'intégrer ce nouveau cadre d'emplois, soit de rester dans la catégorie active en continuant de relever du cadre d'emplois des puéricultrices cadres territoriaux de santé.

En conséquence, les dispositions ci-dessous relatives à l'avancement de grade des puéricultrices cadres territoriaux de santé concernent uniquement les fonctionnaires classés en catégorie active ayant opté pour le maintien dans le cadre d'emplois des puéricultrices cadres territoriaux de santé.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Après examen professionnel , les fonctionnaires comptant au moins 3 ans de services effectifs dans le grade de puéricultrice cadre de santé.	Puéricultrice cadre supérieur de santé	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales
Décret n°2014-923 du 18.08.2014

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- puéricultrice
- puéricultrice hors classe

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les puéricultrices qui justifient, au plus tard au 31 décembre, d'au moins 10 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois ou corps infirmier de catégorie A ou dans un corps militaire infirmier équivalent et ayant 1 an et 6 mois d'ancienneté dans le 4e échelon de leur grade.	Puéricultrice hors classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales (ancien cadre d'emplois mis en voie d'extinction)
Décret n°92-859 du 28.08.1992

Les dispositions ci-dessous relatives à l'avancement de grade concernent uniquement les puéricultrices classées en catégorie active, et qui n'ont pas souhaité intégrer le nouveau cadre d'emplois des puéricultrices à compter du 01/09/2014 en décidant de conserver leurs droits liés à cette situation, et donc de continuer à relever de l'ancien cadre d'emplois.

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- . puéricultrice de classe normale
- . puéricultrice de classe supérieure

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les puéricultrices de classe normale ayant atteint le 5ème échelon de leur grade et comptant au moins 10 ans de services effectifs dans le cadre d'emplois	Puéricultrice de classe supérieure	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux
Décret n°2012-1420 du 18.12.2012

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- .. infirmier en soins généraux
- infirmier en soins généraux hors classe

Fonctions exercées

Les membres du cadre d'emplois exercent leurs fonctions dans les collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Dans les conditions et les domaines prévus par l'article L. 4311-1 du code de la santé publique, ils accomplissent les actes professionnels et dispensent les soins infirmiers sur prescription ou conseil médical, ou dans le cadre du rôle propre qui leur est dévolu.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les infirmiers en soins généraux justifiant, au plus tard au 31 décembre, d'au moins 10 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois ou corps infirmier de catégorie A ou dans un corps militaire infirmier équivalent et ayant un an d'ancienneté dans le 6ème échelon de leur grade.	Infirmier en soins généraux hors classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux
Décret n°92-867 du 28.08.1992

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- biologiste, vétérinaire, pharmacien de classe normale
- biologiste, vétérinaire, pharmacien hors classe
- biologiste, vétérinaire, pharmacien de classe exceptionnelle

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux de classe normale ayant atteint au moins le 7ème échelon de leur grade et justifiant de 10 ans de services effectifs dans le cadre d'emplois.	Biologiste, vétérinaire, pharmacien hors classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST
Après examen professionnel , les biologistes, vétérinaires et pharmaciens de classe normale ayant atteint le 6ème échelon de leur grade Après examen professionnel , les biologistes, vétérinaires et pharmaciens hors classe, qui justifient de 4 ans de services effectifs dans le cadre d'emplois.	Biologiste, vétérinaire, pharmacien de classe exceptionnelle	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

Précisions complémentaires :

Les lauréats de l'examen professionnel en vigueur avant le 01/01/2012 ont la possibilité d'être inscrits au tableau d'avancement au grade de biologiste, vétérinaire et pharmacien de classe exceptionnelle.



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs
Décret n°2013-489 du 10.06.2013

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- conseiller socio-éducatif
- conseiller supérieur socio-éducatif
- conseiller hors classe socio-éducatif

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Au choix , les fonctionnaires ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 6ème échelon du grade de conseiller socio-éducatif et justifiant au moins de 6 ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade équivalent d'un corps de même niveau.	Conseiller supérieur socio-éducatif	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST
Au choix , les fonctionnaires ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 4ème échelon du grade de conseiller supérieur socio-éducatif et justifiant au moins de 5 ans d'exercice de fonctions d'encadrement dans ce grade ou dans un grade équivalent d'un corps de même niveau.	Conseiller hors classe socio-éducatif	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs
Décret n°2017-901 du 09.05.2017

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- assistant socio-éducatif
- assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>Après examen professionnel, les assistants socio-éducatifs justifiant, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, avoir accompli au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A ou de même niveau et compter au moins 1 an d'ancienneté dans le 3ème échelon du grade d'assistant socio-éducatif.</p> <p>Au choix, les assistants socio-éducatifs ayant atteint le 5ème échelon du grade d'assistant socio-éducatif et justifiant de 6 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A ou de même niveau.</p>	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

Précisions complémentaires :

S'agissant des assistants socio-éducatifs intégrés le 1er février 2019, les services effectués dans la catégorie B sont assimilés à des services effectués dans le nouveau cadre d'emplois de catégorie A.



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants
Décret n°2017-902 du 09.05.2017

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- éducateur de jeunes enfants
- éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>Après examen professionnel, les éducateurs de jeunes enfants qui justifient, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, avoir accompli au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A ou de même niveau et compter au moins 1 an d'ancienneté dans le 3ème échelon du grade d'éducateur de jeunes enfants. Au choix, les éducateurs de jeunes enfants ayant atteint le 5ème échelon du grade d'éducateur de jeunes enfants et justifiant de 6 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A ou de même niveau.</p>	Educateur de Jeunes Enfants de classe exceptionnelle	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

Précisions complémentaires :

S'agissant des éducateurs de jeunes enfants intégrés le 1er février 2019, les services effectués dans la catégorie B sont assimilés à des services effectués dans le nouveau cadre d'emplois de catégorie A.



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux
Décret n°2013-262 du 27 mars 2013

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- technicien paramédical de classe normale
- technicien paramédical de classe supérieures

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les techniciens paramédicaux de classe normale justifiant d'au moins 2 ans d'ancienneté dans le 4ème échelon de leur grade et comptant au moins 10 ans de services effectifs* dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.	Technicien paramédical de classe supérieure	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST

**Ne sont pas considérées comme des services effectifs les bonifications d'ancienneté, ni les services ou activités professionnelles accomplis en qualité de salarié dans les conditions fixées à l'article 9 du décret 2013-262 (reprise de services antérieurs)*



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux (mis en voie d'extinction)

Décret n°92-861 du 28.8.1992

Les fonctionnaires qui relevaient du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux ont été intégrés, au 1er janvier 2013, dans le cadre d'emplois de catégorie A des infirmiers en soins généraux, sauf ceux qui, occupant un emploi de la catégorie active, souhaitent conserver les droits liés à cette situation, et choisissent donc de continuer à relever du même cadre d'emplois de catégorie B.

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- . infirmier de classe normale
- . infirmier de classe supérieure

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les infirmiers de classe normale justifiant d'au moins 2 ans d'ancienneté dans le 4ème échelon de leur grade et justifiant de 10 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois ou corps d'infirmiers ou dans un corps militaire d'infirmiers.	Infirmier de classe supérieure	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du CST



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux territoriaux
Décret n°2013-490 du 10.06.2013

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- ... moniteur-éducateur et intervenant familial
- ... moniteur-éducateur et intervenant familial principal

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les moniteurs-éducateurs ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les techniciens justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau	Moniteur-éducateur principal	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*

DISPOSITIF TRANSITOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022.* (Article 10 décret n°2022-1200).

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos moniteurs-éducateurs avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les moniteurs-éducateurs ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les moniteurs-éducateurs justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau	Moniteur-éducateur principal	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux
Décret n° 2021-1882 du 29 décembre 2021

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- auxiliaire de puériculture de classe normale
- auxiliaire de puériculture de classe supérieure

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
les auxiliaires de puériculture territoriaux justifiant, au 31 décembre, d'au moins 1 an d'ancienneté dans le 4ème échelon de la classe normale et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps ou un cadre d'emplois à caractère paramédical classé dans la catégorie B.	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des auxiliaires de soins territoriaux
Décret n°92-866 du 28.8.1992

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- auxiliaire de soins principal de 2ème classe
- auxiliaire de soins principal de 1ère classe

Ces grades sont régis par les dispositions du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les auxiliaires de soins principaux de 2ème classe ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.	Auxiliaire de soins principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux
Décret n°92-849 du 28.8.1992

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . agent social
- . agent social principal de 2ème classe
- . agent social principal de 1ère classe

Ces grades sont régis par les dispositions du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C1, C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1° Après examen professionnel, les agents sociaux ayant atteint le 4ème échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p> <p>2° Au choix, les agents sociaux ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 6ème échelon et comptant au moins 8 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Agent social principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial
<p>Au choix, les agents sociaux principaux de 2ème classe ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Agent social principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du comité social territorial

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

Précisions complémentaires : examen professionnel obtenu avant le 01/01/2017

Les lauréats de l'examen professionnel d'agent social de 1ère classe ont la possibilité d'être nommés au grade d'adjoint agent social principal de 2ème classe.



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles
Décret n°92-850 du 28.8.1992

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles
- agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles

Ces grades sont régis par les dispositions du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Au choix , les agents spécialisés principaux de 2ème classe des écoles maternelles ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.	Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

FILIERE SPORTIVE



CATEGORIE A

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives
Décret n°92-364 du 1.4.1992

Ce cadre d'emplois comprend 2 grades :

- conseiller des activités physiques et sportives
- conseiller principal des activités physiques et sportives

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Après examen professionnel, les conseillers qui justifient d'une durée de 3 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 5ème échelon du grade de conseiller</p> <p>2°) Au choix, les conseillers qui justifient d'une durée de 7 années de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 8ème échelon du grade de conseiller.</p>	Conseiller principal de APS	<p>Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial</p> <p>ET</p> <p>Seuil démographique (commune > 2 000 habitants ou établissements publics assimilés et dans les services de plus de 10 agents affectés à la gestion et à la pratique des sports).</p>



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives
Décret n°2011-605 du 30.05.2011

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- éducateur des activités physiques et sportives
- éducateur des activités physiques et sportives principal de 2ème classe
- éducateur des activités physiques et sportives principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les éducateurs ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les éducateurs justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Educateur des APS principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les éducateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les éducateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Educateur des APS principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*



DISPOSITIF TRANSITOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).*

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos éducateurs avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les éducateurs ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les éducateurs justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Educateur des APS principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les éducateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les éducateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Educateur des APS principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement.



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives
Décret n°92-368 du 1.4.1992

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- opérateur des activités physiques et sportives
- opérateur des activités physiques et sportives qualifié
- opérateur des activités physiques et sportives principal

Ces grades sont régis par les dispositions du décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C1, C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
Les opérateurs des APS ayant atteint le 5ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.	Opérateur des APS qualifié	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial
Les opérateurs des APS qualifiés ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.	Opérateur des APS principal	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

FILIERE ANIMATION



CATEGORIE B

Cadre d'emplois des animateurs territoriaux
Décret n°2011-558 du 20.05.2011

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- . animateur
- . animateur principal de 2ème classe
- . animateur principal de 1ère classe

Ces grades sont notamment régis par les dispositions du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les animateurs ayant au moins atteint le 6ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les animateurs justifiant d'au moins 1 an dans le 8ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau</p>	Animateur principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
<p>1°) Par la voie d'un examen professionnel, les animateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p> <p>2°) Par la voie du choix, les animateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 7ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</p>	Animateur principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*



DISPOSITIF TRANSITOIRE

Les conditions d'avancement de grade fixées par l'article 25 du décret n°2010-329 ont été modifiées à compter du 01/09/2022. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que « *Les fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, relèvent de l'un cadres d'emplois régis par le décret du 22 mars 2010 susvisé ou du cadre d'emplois des moniteurs éducateurs et intervenants familiaux régi par le décret du 10 juin 2013 susvisé sont réputés réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunies en application, respectivement, des dispositions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 et à l'article 15 du décret du 10 juin 2013 susvisés, dans leur rédaction antérieure au 1er septembre 2022. (Article 10 décret n°2022-1200).*

Vous devez donc tenir compte de la situation de vos animateurs avant le reclassement au 01/09/2022 et leur appliquer les conditions d'avancement suivantes :

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les animateurs ayant au moins atteint le 4ème échelon et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les animateurs justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau	Animateur principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*
1°) Par la voie d'un examen professionnel , les animateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 5ème échelon et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. 2°) Par la voie du choix , les animateurs principaux de 2ème classe justifiant d'au moins 1 an dans le 6ème échelon et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.	Animateur principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial ET Seuil de nomination*

* Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1°) ou du 2°) ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1°) ou du 2°), les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement.



CATEGORIE C

Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation
Décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- adjoint territorial d'animation
- adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe
- adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe

Ces grades sont régis par les dispositions du décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale et relèvent respectivement des échelles C1, C2 et C3 de rémunération.

QUI PEUT BENEFICIER DE L'AVANCEMENT ?	GRADE D'AVANCEMENT	LIMITE
<p>1°) Après examen professionnel, les adjoints d'animation ayant atteint le 4ème échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade* ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p> <p>2°) Au choix, les adjoints d'animation ayant au moins 1 an d'ancienneté dans le 6ème échelon et comptant au moins 8 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial
<p>Au choix Les adjoints d'animation principaux de 2ème classe ayant atteint le 6ème échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans ce grade (*) ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</p>	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	Ratio voté par l'assemblée délibérante de la collectivité après avis du Comité Social Territorial

(*) Lire page 11 (précisions sur les services à prendre en compte pour l'avancement en échelle C2 et en échelle C3)

Précisions complémentaires :

Les lauréats de l'examen professionnel d'adjoint d'animation de 1ère classe (examen professionnel obtenu avant le 01/01/2017), ont la possibilité d'être nommés au grade d'adjoint d'animation principal de 2ème classe.



1 Chemin de l'orée du bois

88390 UXEGNEY

03 29 35 63 10

cdg88@cdg88.fr

<https://88.cdgplus.fr>